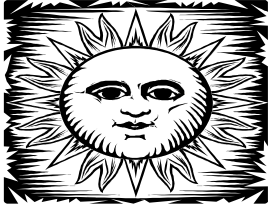


## A SUD



### LE SOLEIL BRILLE

## MISÈRE ET ESPOIR DES SERVICES ADMINISTRATIFS

**P**our qui a travaillé ou oeuvre encore dans ces bureaux, la ritournelle est connue depuis des lustres “ y'à (encore et toujours) trop de monde ”.

Alors, au sommet (là où il y a du monde mais attention du beau linge), la dernière trouvaille, c'est le regroupement en deux directions :

la QVT et la Performance... Ça promet !

QVT pour Quantifier la Valeur de celles et ceux qui Travaillent (encore) et Performance pour Calcul et

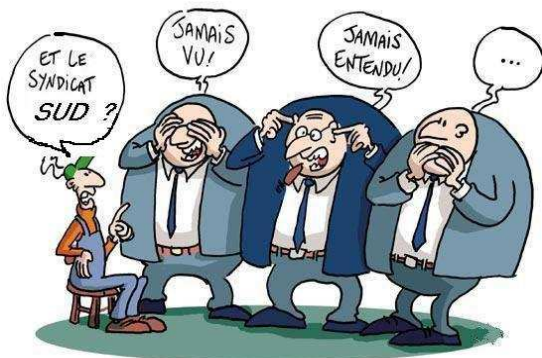
le coût du bordel généralisé en mesurant les + : plus fréquentes les restructurations, plus haut le CA des ventes, plus vite les suppressions d'emplois, etc. Autant dire que facteurs, guichetiers, techniciens et l'ensemble des opérationnels ne doivent compter que sur eux-mêmes. Y'a t-il encore des services “support et de soutien” à La Poste ?

Résister, se rebeller, se faire entendre, se regrouper pour s'organiser de bien vilaines tentations auxquelles les patrons prennent garde quitte à brandir sanctions et menaces. Mais que faire d'autre ?



## ET PAN SUR LE BEC !

**L**e jugement du 23 juin 2014, déboute TIBI premier de sa demande en indemnités (5000 euros !) et en réparation suite à la parution de la brève de juillet 2011 dans notre “Sudversif”. Le ci-devant directeur de la DOTC Touraine-Berry s'était senti injurié et nous avait trainé devant le tribunal correctionnel de Tours. Ces cadres s'étaient empressés de lancer une campagne de dénigrement à notre égard. Comme ce n'est pas dans la Nouvelle République que vous allez pouvoir lire quelque chose d'objectif à ce sujet, nous vous livrons des extraits du jugement qui parlent d'eux-même :



“ L'expression "Au pays des bouffons" ne peut être considérée comme une injure au sens du Code Penal car elle ne s'adresse pas à la partie civile de manière précise et directe. Le syndicat utilise manifestement cette expression familière pour caricaturer la hiérarchie de la Poste.

Le mot "Herr" est emprunté à la langue allemande et signifie si on le traduit "Monsieur". Les déclarations de la partie civile à l'audience ont montré que dans son esprit ce terme était manifestement un synonyme de "nazi". La partie civile a été jusqu'à faire à l'audience un parallèle avec l'affaire Mérah pour évoquer la peur qu'il avait ressentie pour lui-même et ses proches lors de la parution de cet article. Il convient de relever qu'il est établi que le prévenu et plus largement les membres du syndicat n'avaient pas connaissance des origines juives de leur directeur tout simplement parce que ce dernier n'avait pas souhaité les révéler publiquement. Ce terme certes empreint d'autorité jusqu'à sa prononciation ne peut s'amalgamer au terme "nazi" dont il n'a à l'évidence pas la signification. Il est manifeste qu'il est utilisé par le rédacteur à dessein pour caricaturer l'autorité de monsieur TIBI et l'autoritarisme que semble lui reprocher le syndicat. Toutefois ce terme ne constitue ni un outrage, ni une invective, ni un propos méprisant. Il n'est donc pas une injure au sens de l'article 29 du Code Penal.

Le terme "gugus" est emprunté au registre de la farce. Il est généralement présenté comme un synonyme de clown. Dans le contexte de parution de l'article, au regard de la liberté d'expression syndicale, compte tenu du caractère satirique de la publication du syndicat SUD PTT qui revendique un langage subversif, le terme utilisé vise à décrédibiliser monsieur TIBI mais ne peut être considéré en droit comme une injure ”.

C'est plutôt accablant... On peut regretter qu'un directeur d'une DOTC réagisse ainsi, mais, de toute façon, il n'est favorable au “dialogue social” qu'avec ses syndicats-maison (CFDT et FO). Son ambition était avant tout de se “manger” SUD-PTT 36-37... Il a eu l'appétit trop grand et il va s'en mordre les dents....



## LE DOUBLE LANGAGE DU DIALOGUE SOCIAL : UN ACCOMPAGNEMENT DE DUPES !

**L**a Poste n'en finit pas d'exploiter les postier-es, en s'acharnant sur celles et ceux qui défendent leur dignité, et en contrôlant les OS accompagnatrices. Pendant ce temps là, elle vole sur l'échiquier du capitalisme financier.

En effet, le groupe La Poste se constitue en multinationale, tout en possédant son propre réseau financier, la Banque Postale. Il se déploie tel un monopoly en rachetant des entreprises sur la base de leur chiffre d'affaire annuel, pour constituer un "empire" à l'échelle mondiale. On pourrait même s'attendre dans le futur à une annonce de leur part d'une entrée à la Bourse, c'était déjà dans le viseur du précédent président.

En attendant, elle organise entre ses filiales et la maison mère, une concurrence déloyale, dans des champs d'activité communs, comme le courrier/colis, notamment par PICK UP, une filiale de GEOPOST qui possède un réseau de plus de 7.000 relais dépôts en France...

De la même manière que les entreprises optent de plus en plus pour faire effectuer le travail de main d'oeuvre gratuitement par le consommateur, (caisses automatiques dans les grandes surfaces, péages d'autoroutes), la Poste maison mère ouvre cette perspective au courrier/colis, comme elle l'a déjà fait à l'enseigne avec l'automatisation dans les ESC.

Pour les dirigeants capitalistes de la Poste, la masse salariale de notre entreprise de main d'oeuvre, avec ses 240.000 postier-es, dont la part la plus importante est à la distribution, est bien trop importante pour assurer des bénéfices généreux pour alimenter la bulle financière.

Les annonces de Wahl sur les nouvelles réorganisations d'ampleur au sein de la maison mère, confirme les perspectives de nos décideurs, à court terme : la volonté de réduire les effectifs en profitant des perpétuelles restructurations dans les services, tout en continuant à faire le déni d'une réalité éclatante : une situation sanitaire extrêmement alarmante sur tout le territoire, dont ils portent l'entière responsabilité.

Ils les justifient dans les instances en prenant comme argument la baisse fatale du trafic au courrier/colis, avec la complicité parfois d'organisations syndicales. En réalité, le trafic est et continue d'être détourné de la distribution en amont par un acheminement direct dans les dépôts relais, ou par l'utilisation de livreurs concurrents (+70 % des colis en île de France).

De quoi assurer des gains substantiels pour des dividendes confortables dans le futur à des actionnaires publics et bientôt privés ! Et pour nous de se partager la « misère » et l'austérité salariale.

Pour nous, il n'est pas acceptable que notre entreprise prenne cette direction, à la merci des fonds de pension, dont le seul objectif est de puiser dans les ressources créées par la sueur de tous les postier-es.

Il est inconcevable que la notion de service public fasse partie du passé.



### MAIS OU PASSE OLIVIER ?

**O**livier Kozar, le directeur de la DELP Touraine-Berry, serait sur le départ. C'est tout du moins ce qui se susurre dans les services.

Ce départ rapide (il n'est resté que quelques mois dans notre région) serait dû à un « déficit de résultats » et à des failles dans son management (pas assez « ferme » dit-on). Enfin, tout cela n'est que rumeur puisque le principal intéressé ne communique pas là-dessus. Même lorsqu'il reçoit les organisations syndicales en réunion, il ne dit mot.

Qui ne dit mot, consent ?

